



CEPII

**CENTRE
D'ÉTUDES PROSPECTIVES
ET D'INFORMATIONS
INTERNATIONALES**

2005 – 11
Juillet

Impact de l'ouverture financière sur les inégalités internes dans les pays émergents

Agnès Bénassy-Quéré
Véronique Salins

Impact de l'ouverture financière sur les inégalités internes dans les pays émergents

Agnès Bénassy-Quéré
Véronique Salins

2005 – 11
Juillet

TABLE DES MATIERES

SUMMARY.....	4
ABSTRACT	4
RÉSUMÉ.....	5
RÉSUMÉ COURT.....	5
1. INTRODUCTION.....	7
2. OUVERTURE FINANCIÈRE ET INÉGALITÉS INTERNES : LA THÉORIE.....	9
2.1 Impact de la libéralisation/ouverture financière	9
2.2 Impact des IDE.....	10
3. LES DONNÉES.....	10
3.1 Les inégalités.....	10
3.2 L'ouverture financière.....	11
3.3 Les variables de contrôle.....	13
3.3.1 <i>L'analyse en données de panel</i>	13
3.3.2 <i>L'analyse en coupe transversale</i>	14
4. UNE ANALYSE DESCRIPTIVE.....	15
5. LES RELATIONS ESTIMÉES	20
5.1 L'analyse sur données de panel.....	20
5.2 L'analyse en coupe transversale.....	20
6. RÉSULTATS ÉCONOMÉTRIQUES	20
6.1 Analyse sur données de panel	20
6.2 Analyse en coupe transversale	23
7. CONCLUSION	29
REFERENCES	35
LISTE DES DOCUMENTS DE TRAVAIL DU CEPII.....	38

FINANCIAL OPENNESS AND INTERNAL INEQUALITIES

SUMMARY

The impact of trade openness is widely viewed as generally positive for growth but negative in terms of the inter-personal distribution of income. By contrast, there is no consensus view on the impact of financial openness on growth, and little assessment on its impact on inter-personal inequalities. Still, capital openness is likely to impact on internal inequalities both through growth and through its direct impact on income distribution in relation with individual inequalities in terms of human capital and access to the capital market.

This paper tries to measure the impact of financial openness on inter-personal and geographic inequalities, on the basis of both panel regressions (11 countries over 1980-2000) and cross-section analysis (42 developing or emerging economies in 2001). Our results suggest that, for a given country, openness to foreign direct investment tends to favour the wealthiest quintile of the population as opposed to the other quintiles. However capital openness cannot by itself explain the differences across countries in terms of income distribution. In addition, financial openness, in terms of foreign direct investment but also portfolio and bank investments, tends to reduce income differences between urban and rural areas.

One possible explanation for such ambiguous results could yield in the fact that financial openness tends to favour the most educated workers who can earn higher wages in multinational firms. The corresponding jobs are concentrated in urban areas, but the recently migrated workers tend to send a large part of their earnings to their families staying in the country-side. This would contribute to reducing inequalities between urban and rural areas.

The policy implication of our results is that financial openness should be accompanied by inter-personal redistribution rather than by a programme of redistribution from urban to rural areas.

ABSTRACT

The paper deals with the impact of financial openness on internal inequalities. It relies on the evolution of income distribution in eleven emerging countries which all have carried out financial liberalization reforms between 1980 and 2000, and on aggregate measures of inequalities for 42 countries in year 2001. Our empirical findings show that financial openness, and especially foreign direct investment, tend to raise the income share of the wealthiest quintile of the population at the expense of the other quintiles. However financial openness also tends to reduce rural-urban inequalities. The consistency of these results could come from the fact that multinational firms tend to hire more educated workers and to pay relatively high wages. Those workers coming from rural areas send relatively large amounts of money to their families left behind in the countryside.

Classification JEL: JEL D63, F21, F23, O18

Keywords: capital controles, financial openness, internal inequalities, emerging economies

**IMPACT DE L'OUVERTURE FINANCIERE SUR LES INEGALITES INTERNES
DANS LES PAYS EMERGENTS**

RÉSUMÉ

Un certain consensus a émergé de la littérature sur les effets de l'ouverture commerciale, la majorité des économistes reconnaissant l'impact positif de l'ouverture commerciale sur la croissance et son effet négatif en termes d'augmentation des inégalités internes. A l'opposé, le débat sur les effets bénéfiques ou non de l'ouverture financière s'est jusqu'à présent essentiellement concentré sur les effets largement débattus de l'ouverture financière sur la croissance. Or l'ouverture financière fait peser un risque d'augmentation des inégalités internes à la fois parce que son effet sur la croissance n'est pas garanti et parce que l'ouverture peut entraîner des effets distributifs directs liés aux inégalités des individus face au marché du capital et en termes de qualifications.

Nous cherchons ici à mesurer l'impact de l'ouverture financière sur les inégalités de revenus entre les différents quintiles de population et sur les disparités géographiques de revenu, en utilisant à la fois des données de panel (11 pays sur la période 1980-2000) et des données en coupe (42 pays en développement pour l'année 2001). Les résultats obtenus montrent que l'ouverture aux IDE tend, pour un pays donné, à favoriser le quintile supérieur de la population au détriment des autres quintiles. Cependant l'ouverture n'explique pas, à un instant donné, les différences entre pays relatives aux inégalités internes. Par ailleurs, l'ouverture financière sous toutes ses formes (investissements directs, de portefeuille, bancaires) tend à réduire les disparités de revenus entre villes et campagnes.

Ces résultats ambigus pourraient s'expliquer par le fait que l'ouverture financière favorise les catégories de travailleurs les mieux formés qui sont susceptibles de bénéficier de salaires plus élevés dans les firmes multinationales. Ces emplois sont concentrés dans les villes, mais les travailleurs, parce que leur salaire est relativement élevé, renvoient à leurs familles une part qui peut être très élevée de leurs revenus, contribuant à la réduction des inégalités entre villes et campagnes.

En termes des politiques économiques, nos résultats suggèrent qu'il faut accompagner l'ouverture financière par une redistribution accrue des populations les plus favorisées vers les autres plutôt que par une redistribution des villes vers les campagnes.

RÉSUMÉ COURT

On s'intéresse ici à l'impact de l'ouverture financière sur les disparités internes de revenu. L'analyse s'appuie sur l'évolution de la distribution du revenu de onze pays émergents ayant tous mis en place des réformes de libéralisation financière entre 1980 et 2000, ainsi que sur des mesures agrégées d'inégalités pour 42 pays pour l'année 2001. Les résultats économétriques montrent que l'ouverture financière tend à favoriser le quintile le mieux loti de la population, au détriment des autres quintiles, et que c'est l'investissement direct étranger plus que l'investissement de portefeuille ou l'investissement bancaire qui est à l'origine de cet effet. Cependant l'ouverture financière tend à réduire les inégalités de revenus entre villes et campagnes. La cohérence de ces résultats pourrait venir du fait que

Impact de l'ouverture financière sur les inégalités internes dans les pays émergents

les firmes multinationales emploient une main d'œuvre relativement qualifiée à qui elles versent des salaires relativement élevés, permettant aux salariés immigrés de la campagne de renvoyer des fonds importants à leurs familles.

Classement JEL : JEL D63, F21, F23, O18

Mots Clés : contrôles des capitaux, ouverture financière, inégalités internes, économies émergentes

**IMPACT DE L'OUVERTURE FINANCIERE SUR LES INEGALITES INTERNES
DANS LES PAYS EMERGENTS**

Agnès Bénassy-Quéré^{}, Véronique Salins[^]*

1. INTRODUCTION

Au cours des années 1980 et 1990, un grand nombre d'économies émergentes et en développement ont ouvert leur compte de capital, se conformant ainsi au « consensus de Washington »¹, lequel recommandait une ouverture rapide du compte de capital associée à des réformes structurelles et à une politique budgétaire stricte pour favoriser le financement extérieur de capital productif, et par là le décollage économique.

Les crises financières subies par de nombreux pays émergents à la fin des années 1990 ont subitement remis en cause les préconisations du consensus de Washington concernant l'ouverture financière. Pour Rodrik (1998), l'ouverture financière ne peut apporter les mêmes bénéfices que l'ouverture commerciale car le marché des biens et services et celui des capitaux sont fondamentalement différents. L'asymétrie de l'information, la rationalité limitée voire l'irrationalité des agents sont autant de phénomènes beaucoup plus souvent associés à ces derniers. La spéculation y est plus fréquente mais aussi les effets de panique et de contagion. Les actifs échangés sont plus volatils. Cela amène l'auteur à comparer les flux de capitaux à un médicament dont on ne maîtrise pas les effets secondaires. Et encore l'efficacité de ce médicament est-elle remise en question puisqu'il ne se dégage aucun lien de cause à effet entre ouverture financière et croissance.

Certaines recherches apportent néanmoins des conclusions plus optimistes sur les effets de l'ouverture financière. Bekaert et al. (2001), par exemple, estiment que son impact sur la croissance est positif car dans un premier temps, l'ouverture diminue le coût du capital ce qui encourage l'investissement et finalement accélère la croissance.

Ces résultats contradictoires amènent alors à s'interroger sur l'impact de l'ouverture financière sur la réduction de la pauvreté. Sous l'hypothèse d'une distribution des revenus demeurant plus ou moins constante au sein de chaque pays, la croissance est un facteur essentiel de réduction de la pauvreté (Dollar et Kraay 2001, Bourguignon 2003). Si l'ouverture financière est favorable à la croissance, alors elle est également favorable à la réduction de la pauvreté. Cependant rien ne garantit que l'ouverture financière ne déforme pas la distribution des revenus : si l'ouverture financière ne profite qu'aux individus placés dans la partie supérieure de la distribution du revenu, le nombre de personnes vivant en

^{*} Thema, Université de Paris X, CEPII

[^] Thema, Université de Paris X

¹ L'expression « consensus de Washington » a été introduite par John Williamson en 1989 en référence à la communauté de pensée entre les institutions de Bretton Woods d'une part, le Trésor américain d'autre part. Voir Williamson (1990).

dessous du seuil de pauvreté restera constant ou bien il se réduira moins vite que le rythme de croissance.

C'est pourquoi il est important d'étudier l'impact de l'ouverture financière non seulement sur la croissance, mais aussi sur la distribution des revenus. Or il existe peu de travaux empiriques sur ce second aspect. Le travail de Mohapatra et Das (2003) constitue une exception. En étudiant un panel de onze pays émergents entre la fin des années 1970 et le milieu des années 1990, les deux auteurs montrent que les inégalités internes tendent à augmenter suite aux réformes de libéralisation financière : la part de revenu des plus favorisés augmente significativement aux dépens de celle des classes moyennes. Nous reprenons ici le même échantillon de pays mais concentrons l'analyse non plus sur la libéralisation financière, mais sur l'ouverture financière (c'est-à-dire l'ouverture du compte de capital). Nous étendons aussi l'analyse en intégrant des données relatives à l'après crise dans un certain nombre de pays. L'impact de l'ouverture financière est détaillé par type d'investissements (investissements directs à l'étranger, investissements de portefeuille et investissements bancaires). L'analyse est menée successivement sur données de panel pour un échantillon de onze pays émergents de 1980 à 2000, puis en coupe pour un échantillon plus large de pays en 2001. Cette seconde analyse nous permet d'exploiter la base de donnée Profils institutionnels du Ministère de l'économie des finances et de l'industrie, qui détaille plusieurs dimensions des inégalités (disparités géographiques, inégalités entre le milieu rural et le milieu urbain, inégalités régionales). En effet, certaines régions peuvent attirer moins d'investissements, et notamment moins d'investissements directs étrangers, parce qu'elles ne représentent qu'un faible marché potentiel, sont éloignées des grandes voies de communication, manquent d'infrastructures et de dispositifs sanitaires... Si les habitants de ces régions dotées d'une « géographie défavorable » (cf Dollar et Kraay, 2001) n'ont pas la possibilité de migrer librement, alors les investissements engendrés par l'ouverture financière, en se concentrant dans les régions les plus favorisées géographiquement, risquent d'augmenter les inégalités régionales de revenus. S'agissant de l'ouverture commerciale, Wei (2002) a montré que la mondialisation a permis de réduire les inégalités entre les villes et les campagnes en Chine. On examine ici l'impact de l'ouverture financière sur les inégalités internes, pour un échantillon de pays émergents.

La section 2 présente les différentes théories qui peuvent expliquer un impact de l'ouverture financière sur les inégalités de revenus dans les pays émergents, la section 3 précise les données utilisées et la section 4 en présente une première analyse descriptive. La méthode économétrique est décrite en section 5 et la section 6 conclut.

2. OUVERTURE FINANCIERE ET INEGALITES INTERNES : LA THEORIE

Théoriquement, l'ouverture financière peut jouer sur les inégalités internes dans les pays émergents, par plusieurs canaux.

2.1 Impact de la libéralisation/ouverture financière

L'ouverture du compte financier suppose l'existence d'un marché financier domestique, qui va permettre aux investisseurs étrangers de prêter à des banques à un taux de marché, d'acheter des obligations, des actions, voire des entreprises privées ou privatisées, de développer des produits de couverture contre le risque de taux et le risque de change, etc. Ainsi, c'est l'ensemble libéralisation/ouverture qui risque d'avoir un impact sur les inégalités.

Selon les modèles standard d'évaluation des actifs financiers internationaux (Stulz, 1995a,b), la libéralisation financière abaisse le coût domestique du capital, ce qui revalorise les cours boursiers et bénéficie aux détenteurs d'actions. L'ouverture financière a le même effet dans les pays à forte productivité marginale du capital (Obstfeld et Rogoff, 1995). Si les détenteurs du capital sont concentrés dans les classes de population aisées, alors la libéralisation/ouverture financière accroît les inégalités.

Par ailleurs, la libéralisation financière facilite l'accès au crédit, directement (du fait de la libéralisation) et indirectement (du fait de la baisse du coût du crédit). Mais l'accès au crédit est inégal selon les classes de revenu, les classes pauvres n'ayant pas la possibilité d'apporter les garanties nécessaires pour l'obtention des prêts².

Enfin, la libéralisation financière peut aussi avoir un impact sur certains facteurs inobservables tels que les anticipations des agents. Elle peut par exemple permettre aux entreprises d'espérer une meilleure conjoncture. Les entreprises et les agents les plus proches des gouvernements en place lors de la libéralisation seront dans ce cas les plus favorisés soit parce qu'ils auront explicitement influencé à leur avantage les réformes de libéralisation, soit parce qu'ils auront bénéficié de meilleures informations (Krueger, 1974 ; Bhagwati, 1996). Dans la mesure où les membres de la classe de revenu supérieur ont généralement plus de liens avec les gouvernements locaux que les membres des autres classes, leur part de revenu peut augmenter suite à la libéralisation financière.

Ainsi, différents arguments théoriques concourent à ce que la libéralisation et l'ouverture financière entraînent une distribution plus inégalitaire des revenus.

² Le micro-crédit tente de remédier à cette défaillance de marché.

2.2 Impact des IDE

Au sein des réformes financières, l'ouverture aux investissements directs étrangers occupe une place à part en raison de leur impact direct sur les salaires. Dans les pays en développement, les firmes multinationales versent des salaires en moyenne supérieurs à ceux des firmes domestiques. Pour le Mexique et le Venezuela par exemple, ce résultat a été empiriquement mis en relief par Aitken et al. (1996). Les firmes multinationales offrent aussi davantage de perspectives de formation. Ces phénomènes peuvent, en fonction de la classe de revenu à laquelle appartiennent initialement les employés des multinationales, aggraver ou réduire les inégalités.

Une étude menée par Almeida (2003), de la fin des années 1980 au début des années 1990 sur 2312 firmes portugaises contrôlées par des non résidents montre qu'en moyenne ces firmes qu'elles offrent des salaires plus élevés que les entreprises domestiques mais qu'elles emploient aussi une main d'œuvre plus qualifiée. Ceci signifierait que ce ne sont pas les classes les plus pauvres qui vont bénéficier d'une élévation de leurs salaires. Cependant Almeida montre qu'il existe un fort biais de sélection, les firmes acquises par des non résidents étant celles dont les employés ont un niveau d'éducation supérieur à la moyenne. Les salaires augmentent suite à l'acquisition, mais on ne trouve aucun changement significatif dans la composition de la main d'œuvre en terme de niveau d'éducation. Feenstra et Hanson (1997) trouvent un résultat similaire en étudiant le cas des « maquiladoras » mexicaines dans les années 1980. Ils montrent que la croissance des investissements directs de l'étranger au Mexique est positivement corrélée à l'augmentation de la demande de travail qualifié par rapport au travail non-qualifié. Cet effet est particulièrement net pour les régions frontalières avec les Etats-Unis où 50% de l'augmentation de salaire de la main d'œuvre qualifiée peut s'expliquer par l'afflux d'IDE.

3. LES DONNEES

3.1 Les inégalités

On s'intéresse ici aux inégalités de revenus entre individus ainsi qu'aux disparités géographiques et notamment régionales. Les investissements étrangers sont susceptibles d'accroître les inégalités géographiques s'ils se concentrent dans certaines régions, comme c'est le cas par exemple de l'IDE en Chine.

L'impact de l'ouverture sur les inégalités interindividuelles est tout d'abord étudié à partir d'un panel de onze pays - Brésil, Inde, Corée du sud, Malaisie, Mexique, Nigeria, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande et Turquie, sur la période 1980-2000. On examine la part du PIB détenue par le quintile le plus riche de la population, celle détenue par le quintile le plus pauvre et celle détenue par les trois quintiles restants que nous appellerons la classe moyenne. Selon Bekaert, Harvey et Lumsdaine (2002), tous les pays de l'échantillon ont mis en place des réformes favorisant l'ouverture financière entre 1986 et 1995. Par rapport à Mohapatra et Das (2003), nous disposons de données plus récentes sur les inégalités permettant de prendre en compte l'impact des crises financières qui ont frappé la plupart de ces pays à la fin des années 1990. Les données proviennent de la base *World Income Inequality Database* et, pour les années 1997 à 2000, de la base de données de la Banque

Mondiale, *World Development Indicators 2003* (WDI 2003). Compte tenu des valeurs manquantes, on dispose en tout de 70 observations (au lieu de $21 \times 11 = 231$ en théorie).

Dans un second temps, on effectue une analyse en coupe transversale sur l'année 2001 pour un échantillon plus grand de pays (43 pays en développement) et en distinguant différentes formes d'inégalités : inégalités interindividuelles, disparités géographiques, disparités villes/campagnes, disparités régionales. Les données sont issues de la base *Profils institutionnels* élaborée à partir d'un questionnaire documenté par les Missions Economiques du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie français (voir Bertheliet al., 2003)³. Cette base réunit les caractéristiques institutionnelles de 51 pays dont 43 en développement et 8 développés⁴. Elle permet notamment d'évaluer leurs institutions politiques, l'ordre et la gouvernance publics, le rôle de l'état dans la vie économique, la sécurité des transactions et des contrats, les régulations et gouvernances d'entreprises, les biens publiques, l'ouverture extérieure et la cohésion sociale. Les données sont issues d'un questionnaire détaillé rempli par les fonctionnaires des Missions économiques dans chaque pays. Les réponses aux questions élémentaires sont toutes graduées de 1 (correspondant au moins bon environnement institutionnel) à 4 (pour le meilleur environnement). Ainsi l'indice de Gini est-il inversé pour faire apparaître les valeurs les plus élevées au pays les plus égalitaires. L'indice de disparités géographiques est un agrégat de deux indices élémentaires. L'un concerne les disparités entre villes et campagnes, l'autre entre régions.

3.2 L'ouverture financière

L'ouverture financière peut être mesurée soit de façon qualitative par des variables indicatrices donnant la date des réformes mises en place, soit de façon quantitative à l'aide des flux de capitaux observés *ex post*. Das et Mohapatra (2003) utilisent une variable indicatrice « post-libéralisation » qui prend la valeur 0 lorsque les pays n'ont pas encore institué de réforme de libéralisation financière et la valeur 1 dans le cas inverse. Nous commençons par utiliser cette même variable (notée *postlib*) afin d'actualiser les résultats de Das et Mohapatra en tenant compte des données post-crises. Les dates de libéralisation, établies par Bekaert, Harvey et Lundlad (2001), sont récapitulées dans le tableau 1.

³ La base de données est accessible en ligne depuis www.cepii.fr.

⁴ Nous ne retenons que 42 pays émergents et en développement par manque de données pour Taïwan concernant les variables explicatives.

Tableau 1 : date des réformes de libéralisation financière dans les pays de l'échantillon

Pays	Date de libéralisation
Brésil	1988
Inde	1986
Corée du Sud	1987
Malaisie	1987
Mexique	1989
Nigeria	1995
Pakistan	1991
Philippines	1986
Sri Lanka	1992
Thaïlande	1988
Turquie	1989

Source : Bekaert, Harvey, Lundlad (2001)

Cette mesure présente toutefois des inconvénients. Tout d'abord, la date de libéralisation financière n'est pas forcément précise parce que les réformes qui y mènent ont souvent été réalisées progressivement, pas forcément au cours de la même année. De plus, les crises financières qui ont frappé ces pays à la fin des années 1990, ont parfois incité les pays à freiner ces réformes et parfois même à prendre des mesures en sens contraire. Le cas de la Malaisie qui, suite à la crise de 1997, a ré-instauré un contrôle des changes, est un exemple de ce phénomène. Par ailleurs, les variables indicatrices, par définition, ne font pas la différence entre des réformes d'ampleur inégale. Pour pallier ces inconvénients, Das et Mohapatra ajoutent dans les régressions une variable de capitalisation boursière en pourcentage du PIB (variable notée *SMC* pour *Stock market capitalization*) et une variable de valorisation boursière en pourcentage du PIB (*SMV* pour *Stock market valuation*)⁵. Cela permet d'évaluer la taille du marché financier d'un pays donné et son activité. Toujours à des fins de comparaison, nous suivons dans un premier temps cette même méthode. Cependant, nous souhaitons ici distinguer la libéralisation financière et l'ouverture financière, qui ne sont pas nécessairement simultanées et n'ont pas nécessairement le même impact sur les inégalités. C'est pourquoi nous utilisons, dans un second temps, la mesure quantitative de l'ouverture proposée par Kraay (1998). Il s'agit de la somme des valeurs absolues des capitaux entrants et sortants du pays considéré, divisée par son produit intérieur brut exprimé en millions de dollars. La mesure est ici construite à partir de la base CHELEM-Balance des paiements du CEPII et celles des PIB proviennent de la base WDI 2003. Elle est notée *ouvfin* dans l'estimation.

⁵ SMC mesure la valeur totale des actions des entreprises cotées en bourse rapportée au PIB et SMV la valeur totale des actions échangées sur le marché des titres rapportée au PIB.

Cette mesure a l'avantage de pouvoir être ventilée en fonction des différents types d'investissements. On distingue ici l'impact des investissements directs étrangers (somme des valeurs absolues des flux entrants et sortants rapportée au PIB notée *ouvide*), celui des investissements de portefeuille et celui des investissements bancaires (mêmes mesures, notées respectivement *ouvport* et *ouvbank*).

Toutes ces mesures quantitatives de l'ouverture sont utilisées successivement dans l'analyse sur données de panel et dans l'analyse en coupe transversale.

3.3 Les variables de contrôle

3.3.1 L'analyse en données de panel

Au cours du processus de développement, la croissance économique modifie l'allocation des ressources et les prix relatifs. Ces changements sont susceptibles d'affecter la distribution du revenu (Kuznets, 1955 ; Stiglitz, 1969). De plus, d'après Justmain et Gradstein (1999), la croissance économique rend la population politiquement plus active ce qui modifie la distribution du pouvoir. Enfin, on observe que le processus d'urbanisation qui accompagne le développement est souvent associé à une évolution des relations sociales dans la population (Bourguignon 2004). C'est pourquoi on utilise ici le logarithme du revenu par tête en parité de pouvoir d'achat comme variable de contrôle (variable notée *lpibh*).

L'éducation influe sur les inégalités par différents canaux. Il s'agit d'une part d'un facteur de mobilité sociale. L'éducation a, d'autre part, un effet positif sur l'activité politique de la population ce qui théoriquement modifie la distribution du pouvoir et l'évolution des institutions. Les plus pauvres sont donc d'autant plus à même de demander et d'obtenir des transferts de revenu qu'ils sont éduqués. On ajoute donc le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire comme variable de contrôle (variable notée *sco*).

L'ampleur des transferts inter-personnels peut être approchée par la pression fiscale globale, rapport des recettes fiscales au PIB, que l'on ajoute aussi comme variable de contrôle (variable notée *fisc*). Il faut néanmoins corriger cette variable par une mesure de la corruption qui bloque la redistribution des classes aisées vers les pauvres. On utilise pour cela une mesure de la fiabilité du cadre légal. Il s'agit d'une variable construite par l'institut *Fraser* à partir de variables rendant compte dans chaque pays de l'indépendance judiciaire, de l'impartialité des cours de justice, de la protection de la propriété intellectuelle, de l'influence des forces militaires dans la législation et les décisions politiques et de l'intégrité du système judiciaire (variable agrégée notée *lega*).

Enfin, on prend également en compte l'ouverture commerciale à travers le rapport entre la somme des importations et des exportations et le PIB (variable notée *com*). Tout comme la croissance, l'ouverture commerciale est susceptible de modifier les prix relatifs des biens et la répartition des ressources au sein des différents secteurs d'activité et donc de modifier la distribution des revenus.

Les variables de contrôle sont issues de la base *WDI 2003* à l'exception de celles définissant le cadre légal qui proviennent de la base de données de l'Institut *Fraser* et de l'ouverture commerciale qui provient des *Penn World Tables*.

L'annexe 1 fournit les corrélations entre les variables explicatives pour l'analyse sur données de panel et l'analyse en coupe transversale. Sans surprise, les variables *sco* (taux de scolarisation) et *lega* (cadre légal) sont fortement corrélées au logarithme du PIB par habitant (*lpibh*). Les variables *com* (ouverture commerciale) et *fisc* (la pression fiscale) sont également fortement corrélées. Ces dernières ainsi que *lega*, n'étant pas significatives, elles sont finalement exclues de l'analyse.

3.3.2 L'analyse en coupe transversale

L'analyse en coupe transversale se fonde essentiellement sur la base de données *Profils Institutionnels* qui fournit déjà la variable expliquée. On présente ici les variables de contrôle significatives qui ont été retenues pour l'analyse. Elles diffèrent selon le type d'inégalités étudiées.

Lorsque l'on s'intéresse aux inégalités de revenus entre individus, les variables de contrôle sont analogues à celles utilisées dans l'analyse en données de panel mais on exclut le PIB par habitant qui n'est pas significatif ici. L'importance de la mobilité sociale est mesurée par la variable *mobsoc* et l'ouverture commerciale par la variable *ouvcom* fondée sur l'intensité des barrières tarifaires et non tarifaires. On ajoute la variable *ouvref* qui mesure l'importance des réformes structurelles entreprises dans chaque pays suite à l'ouverture financière et commerciale. On peut par exemple imaginer que si une politique de redistribution est mise en place suite à l'ouverture, ou si les entreprises sont gérées dans une plus grande transparence, les inégalités nées de l'ouverture seront amoindries.

Pour expliquer les disparités géographiques, on ré-introduit le PIB par habitant (*lpibh*). On ajoute également le niveau de développement des infrastructures (variable *infra*). Si un pays possède peu d'infrastructures, on peut s'attendre à ce qu'elles soient concentrées dans certaines zones géographiques et à ce que les disparités entre les villes et les campagnes soient accentuées. Enfin la mesure *mobgeo* mesure la mobilité géographique des habitants d'un pays. Puisque l'on mesure les disparités géographiques en terme de revenu par habitant, on peut s'attendre à ce que la mobilité de la population les réduise. L'exode rural, par exemple, permet d'accroître le revenu de ceux qui restent dans les campagnes en mettant à leur disposition une surface plus importante de terres arables ; il permet aussi aux exilés d'améliorer, par mandats périodiques, le revenu des familles restées à la campagne.

Toutes les données sont issues de la base *Profils Institutionnels* sauf celles du PIB par habitant qui viennent de la base *WDI 2003*. Le tableau 2 récapitule les variables de contrôle dans le cas de l'analyse en coupe. L'annexe 1 montre que les variables sont peu corrélés entre elles, sauf dans le cas de la variable *infra*, fortement corrélée au PIB par habitant (*lpibh*).

Tableau 2 : Variables de contrôle pour l'analyse en coupe transversale

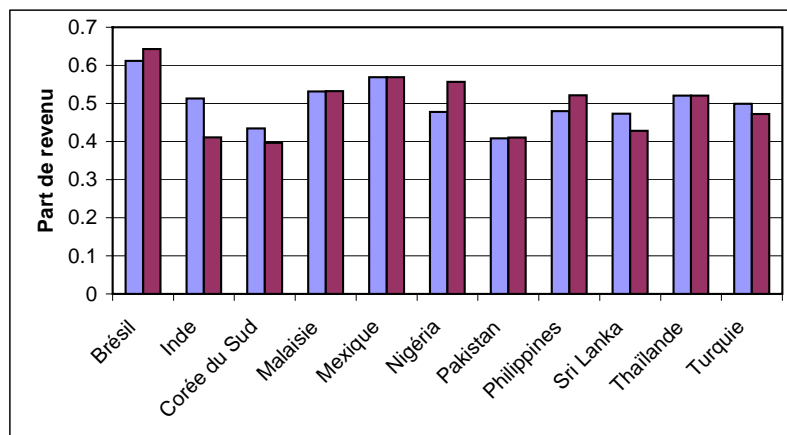
Variables endogènes	Variables de contrôle	Nom
	Mobilité sociale : recrutement et promotion dans le secteur public et le privé - de 1 (par position sociale) à 4 (par mérite)	mobsoc
Inégalités inter-personnelles	Barrières Tarifaires & Non-Tarifaires – 2000- de 1 (importantes) à 4 (faibles)	ouvcom
	Les pressions résultant de l'ouverture sont elles utilisées pour stimuler les réformes structurelles ? - de 1 (pas utilisées) à 4 (fortement utilisées)	ouvref
Inégalités géographiques	Logarithme du PIB par habitant en PPA	lpibh
	Indicateur synthétique de développement des infrastructures de 1 (faible) à 4 (fort)	infra
	Mobilité géographique de 1 (faible) à 4 (forte)	mobgeo

Source : Base Profils institutionnels du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie (2003)

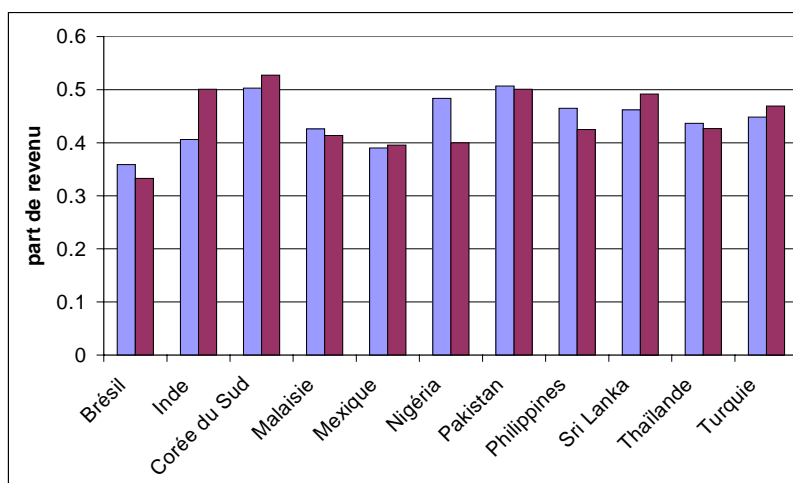
4. UNE ANALYSE DESCRIPTIVE

Selon Das et Mohapatra (2003), la libéralisation financière a pour effet une hausse de la part du cinquième quintile dans le revenu aux dépens des classes moyennes. Nos données actualisées ne confirment pas graphiquement ce phénomène (graphiques 1 à 3). Quelque soit la part de la population étudiée, aucune tendance claire ne se dégage de ces graphiques ce qui semble a priori indiquer que les réformes de libéralisation financières n'ont pas un impact défini sur la distribution des revenus.

Graphique 1 : part de revenu du cinquième quintile avant* et après la libéralisation financière, 1980-2000**



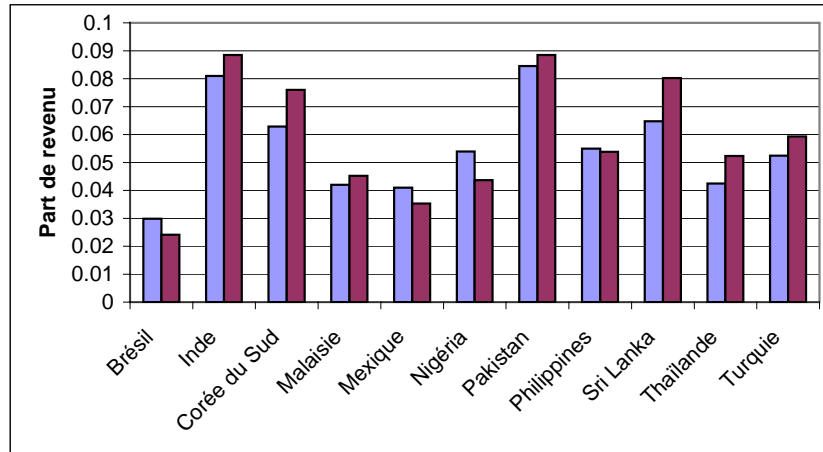
Graphique 2 : part de revenu de la classe moyenne (2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} quintiles) avant* et après la libéralisation financière, 1980-2000**



* moyenne sur les années précédant l'année de libéralisation ; ** moyenne sur les années postérieures à l'année de libéralisation.

Sources : World Income Inequality Database (2000), World Development Indicators (2003) et Bekaert, Harvey, Lundlad (2001) pour les dates de libéralisation financière

Graphique 3 : part de revenu du premier quintile avant* et après l'a libéralisation financière, 1980-2000**

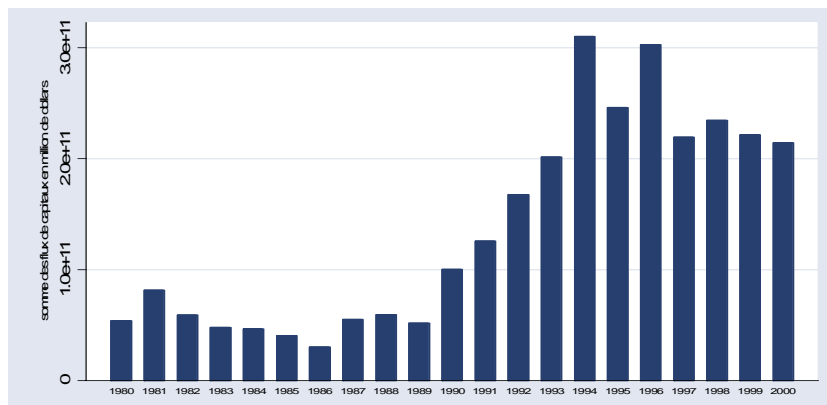


* moyenne sur les années précédant l'année de libéralisation ; ** moyenne sur les années postérieures à l'année de libéralisation.

Sources : World Income Inequality Database (2000), World Development Indicators (2003) et Bekaert, Harvey, Lundlad (2001) pour les dates de libéralisation financière.

On peut toutefois se demander si la fin des années 1990, marquée par les crises financières, n'est pas précisément caractérisée par un repli de l'ouverture financière non pris en compte dans le travail de datation de Bekaert, Harvey, Lundlad (2001). Cette intuition est confirmée par le graphique 4 qui présente la somme des valeurs absolues des flux de capitaux entrants et sortants pour l'ensemble des pays de l'échantillon au cours du temps. On remarque une nette diminution de ces flux à partir de l'année 1997. Ceci confirme l'intérêt de mesurer l'impact de l'ouverture financière à partir d'une mesure quantitative de cette ouverture.

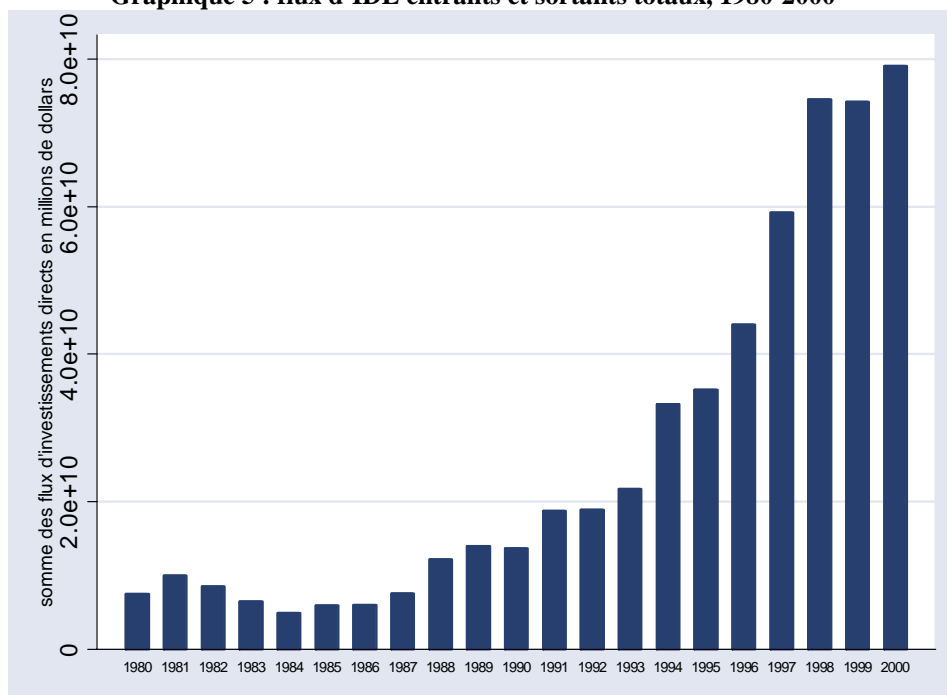
Graphique 4 : flux de capitaux entrants et sortants totaux, 1980-2000



Source : Base Chelem – balance des paiements du CEPII

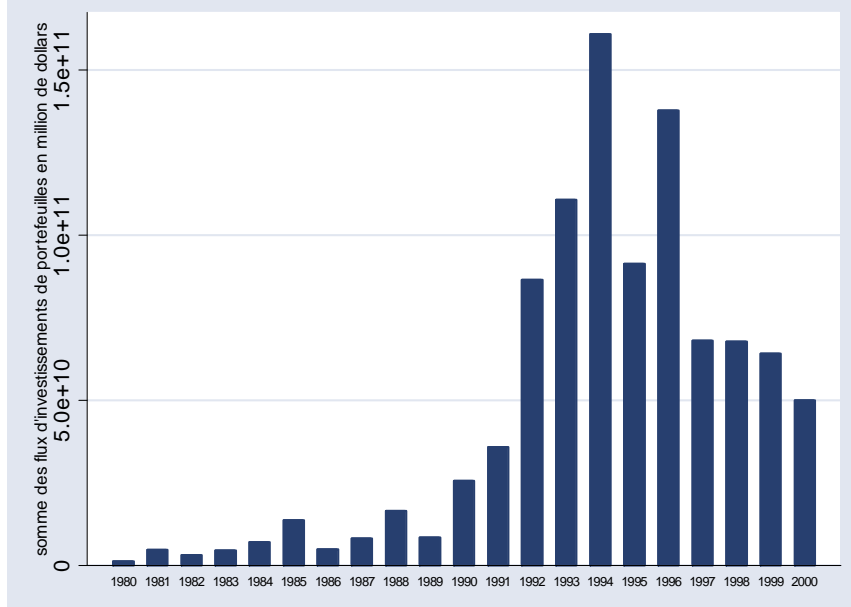
Si l'on entre un peu dans le détail des comptes financiers, on constate sans surprise que ce sont les investissements de portefeuille et les investissements bancaires qui se sont effondrés lors des crises financières, tandis que les flux d'IDE se sont maintenus (graphiques 5 à 7). Cette expérience naturelle peut nous permettre de comparer l'impact des deux sortes d'investissements sur les inégalités de revenus dans les pays de l'échantillon.

Graphique 5 : flux d'IDE entrants et sortants totaux, 1980-2000



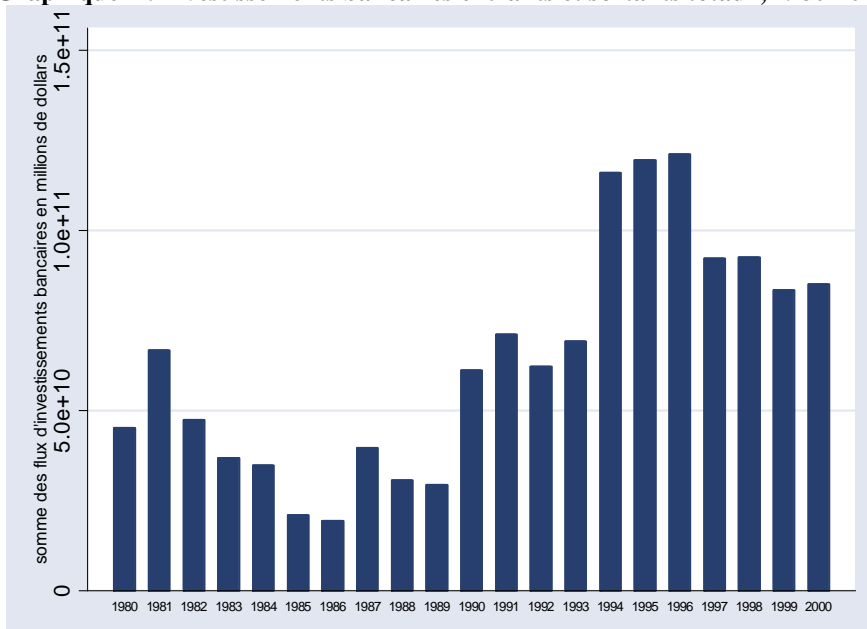
Source : Base Chelem – balance des paiements du CEPII

Graphique 6 : investissements de portefeuille entrants et sortants totaux de 1980-2000



Source : Base Chelem – balance des paiements du CEPII

Graphique 7 : investissements bancaires entrants et sortants totaux, 1980-2000



Source : Base Chelem – balance des paiements du CEPII

5. LES RELATIONS ESTIMEES

5.1 L'analyse sur données de panel

L'équation suivante est estimée en panel pour chaque quintile ⁶ j :

$$Q_{jit} = \alpha_i + \Gamma_t + \beta * Y'_{it} + \delta * X'_{it} + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

Q_{jit} représente la part de revenu du j^{ième} quintile dans le revenu du pays i l'année t . Y_{it} est le vecteur des variables d'ouverture financière. Il peut se résumer à une seule variable *ouvfin*, *ouvide*, *ouvport* ou *ouvbank*, ou se composer des trois variables *postlib*, *SMC* et *SMV*. X_{it} est le vecteur constitué des variables de contrôle, *lpibh*, *sco*, *lega*, *fisc* et *com*. α_i représente l'effet fixe individuel et Γ_t l'effet fixe temporel. L'équation 1 est estimée pour chaque quintile j .

La variable dépendante étant rarement disponible, pour un pays donné, sur plusieurs années consécutives, on effectue les régressions dans la dimension totale plutôt que dans la dimension intra-individuelle (within). Les écarts-types des coefficients sont corrigés de l'hétéroscédasticité par la méthode de White.

5.2 L'analyse en coupe transversale

Pour chacune des mesures d'inégalités, quatre régressions par les moindres carrés ordinaires sont mises en œuvre, chacune correspondant à une variable d'ouverture financière différente au sein des variables explicatives - *ouvfin*, *ouvide*, *ouvport* et *ouvbank* :

$$E_i = \beta * Y_i + \delta * X_i + \varepsilon_i + cte \quad (2)$$

Avec E_i l'indice d'égalité retenu, Y_i la variable d'ouverture financière et X_i , le vecteur des variables de contrôle.

6. RESULTATS ECONOMETRIQUES

6.1 Analyse sur données de panel

L'équation (1) ci-dessus est estimée en panel sur les 11 pays de l'échantillon entre 1980 et 2000. Le tableau 3 présente les résultats lorsqu'on utilise une variable indicatrice (*postlib*) pour la libéralisation financière ainsi que les mêmes variables de capitalisation et de valorisation boursière (*smv* et *smc*) que Das et Mohapatra (2003). On observe que la libéralisation financière a un impact positif sur la part de revenu du quintile le mieux loti (cinquième quintile) et sur celle du premier quintile, négatif sur les parts de revenu des autres quintiles. Toutefois ces effets ne sont pas statistiquement significatifs, ce qui confirme l'analyse graphique (graphiques 1 à 3). Les seules variables significatives semblent être la capitalisation boursière (favorable au cinquième quintile au détriment du

⁶⁶ Les trois quintiles centraux sont ici regroupés afin de limiter le nombre de coefficients à estimer. Ainsi, il n'y a en fait que trois groupes de revenus. Nous conservons le terme de quintile par commodité.

premier) et la croissance du PIB par habitant (défavorable au cinquième quintile, au bénéfice de la part de revenu des autres quintiles).

Tableau 3 : impact de la libéralisation financière sur les parts de revenu

	Q ₅	Q _{2,3,4}	Q ₁
postib	0,010	-0,012	0,000
	<i>0,020</i>	<i>0,017</i>	<i>0,005</i>
smv	-0,023	0,021	0,004
	<i>0,023</i>	<i>0,023</i>	<i>0,006</i>
smc	0,051**	-0,033	-0,010*
	<i>0,021</i>	<i>0,021</i>	<i>0,006</i>
lpibh	-0,109**	0,064**	0,035**
	<i>0,029</i>	<i>0,025</i>	<i>0,009</i>
sco	-0,001	0,000	0,000
	<i>0,001</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>
R ² ajusté	0,996	0,996	0,985

* significatif au seuil de 10% ; ** significatif au seuil de 5%

Le tableau 4 examine l'impact de l'ouverture financière mesurée comme la somme des valeurs absolues des flux de capitaux entrants et sortants en pourcentage du PIB (variable *ouvfin*). Les résultats montrent que l'ouverture tend à défavoriser les classes moyennes au profit du cinquième quintile. L'effet est significatif au seuil de 10% pour les classes moyennes. Cette équation met aussi en évidence l'impact positif et significatif du PIB par habitant sur la part de revenu du premier quintile (le moins bien loti) au détriment de la part du cinquième quintile.

Tableau 4 : impact de l'ouverture financière sur les parts de revenu

	Q ₅	Q _{2,3,4}	Q ₁
ouvfin	0.337	-0.319*	-0.053
	<i>0.256</i>	<i>0.190</i>	<i>0.082</i>
lpibh	-0.069*	0.036	0.028**
	<i>0.038</i>	<i>0.033</i>	<i>0.009</i>
sco	-0.001	0.000	0.000
	<i>0.001</i>	<i>0.000</i>	<i>0.000</i>
R ² ajusté	0.995	0.995	0.983

* significatif au seuil de 10% ; ** significatif au seuil de 5%

Les tableaux 5a à 5c détaillent l'impact de l'ouverture selon la nature des flux financiers – investissements directs, de portefeuille ou bancaires. Il apparaît alors nettement que seule l'ouverture aux IDE a un impact significatif sur la distribution des revenus : une ouverture plus forte favorise le premier quintile au détriment des deux autres, et l'effet est significatif pour les trois quintiles au seuil de 5% (tableau 5b). Le PIB par habitant conserve un effet

redistributif et le taux de scolarisation a un impact positif sur la part de revenu du premier quintile. La tendance investisseurs étrangers à sélectionner des firmes où le niveau de qualification moyen des travailleurs est élevé semblent donc confirmée : ce sont les travailleurs du cinquième quintile, donc probablement les plus qualifiés, qui bénéficient des salaires plus élevés offert par les firmes multinationales. Par contre, ni l'ouverture aux investissements de portefeuille ni l'ouverture aux investissements bancaires n'ont d'effet sur la répartition des revenus.

Tableau 5a : impact de l'ouverture aux IDE sur les parts de revenu

	Q₅	Q_{2,3,4}	Q₁
ouvide	3.088** <i>1.181</i>	-2.214** <i>0.967</i>	-0.769** <i>0.305</i>
lpibh	-0.098** <i>0.033</i>	0.061** <i>0.030</i>	0.033** <i>0.007</i>
sco	-0.001 <i>0.001</i>	0.001 <i>0.001</i>	0.0004** <i>0.000</i>
R ² ajusté	0.996	0.996	0.986

* significatif au seuil de 10% ; ** significatif au seuil de 5%

Tableau 5b : impact de l'ouverture aux investissements de sur les parts de revenu

	Q₅	Q_{2,3,4}	Q₁
ouvport	-0.220 <i>0.373</i>	-0.130 <i>0.347</i>	0.086 <i>0.105</i>
lpibh	-0.093** <i>0.038</i>	0.050 <i>0.034</i>	0.033** <i>0.009</i>
sco	-0.001 <i>0.001</i>	0.000 <i>0.001</i>	0.000 <i>0.000</i>
R ² ajusté	0.995	0.995	0.984

* significatif au seuil de 10% ; ** significatif au seuil de 5%

Tableau 5c : impact de l'ouverture aux investissements bancaires sur les parts de revenu

	Q ₅	Q _{2,3,4}	Q ₁
Ouvbanc	0.486	-0.356	-0.079
	<i>0.397</i>	<i>0.307</i>	<i>0.112</i>
Lpibh	-0.071*	0.041	0.028**
	<i>0.037</i>	<i>0.033</i>	<i>0.009</i>
Sco	0.000	0.000	0.000
	<i>0.001</i>	<i>0.001</i>	<i>0.000</i>
R ² ajusté	0.995	0.996	0.984

* significatif au seuil de 10% ; ** significatif au seuil de 5%.

Pour tester la robustesse de ce premier jeu de résultats, on réestime l'équation (1) en remplaçant la variable d'ouverture par le rapport entre les flux de capitaux *entrants* et le PIB. Les résultats, reportés en Annexe 2, confirment que l'ouverture financière favorise le quintile le mieux loti de la population au détriment des autres quintiles et que ce résultat provient uniquement de l'ouverture aux IDE, les investissements de portefeuille et bancaires ne paraissant pas avoir d'impact en moyenne sur la distribution des revenus.

6.2 Analyse en coupe transversale

On s'intéresse maintenant à l'impact de l'ouverture financière sur un échantillon plus large de pays, mais cette fois en coupe transversale pour l'année 2001. La variable dépendante est un indice de Gini inversé, indicateur d'égalité inter-individuelle des revenus au sein d'une population donnée. L'équation (2) est estimée à partir de quatre variables d'ouverture financière, toutes quatre quantitatives : l'ouverture totale (*ouvfin*), l'ouverture aux investissements directs (*ouvide*), l'ouverture aux investissements de portefeuille (*ouvport*) et l'ouverture aux investissements bancaires (*ouvbank*). Les résultats sont reportés dans le tableau 6.

Tableau 8 : impact de l'ouverture financière sur l'égalité des revenus mesurée par un indice de Gini inversé

	(a)		(b)		(c)		(d)
Ouvfin	-0.226 <i>0.521</i>	ouvide	-2.106 <i>2.107</i>	ouvport	-1.411 <i>2.179</i>	ouvbank	0.024 <i>0.889</i>
Mobsoc	0.436** <i>0.199</i>	mobsoc	0.466** <i>0.208</i>	mobsoc	0.435** <i>0.196</i>	mobsoc	0.422** <i>0.198</i>
Ouvcom	-0.403** <i>0.170</i>	ouvcom	-0.391** <i>0.160</i>	ouvcom	-0.378** <i>0.177</i>	ouvcom	-0.429** <i>0.168</i>
Ouvref	0.262* <i>0.139</i>	ouvref	0.261** <i>0.124</i>	ouvref	0.244* <i>0.146</i>	ouvref	0.282** <i>0.140</i>
_cons	1.730** <i>0.504</i>	_cons	1.646** <i>0.528</i>	_cons	1.718** <i>0.500</i>	_cons	1.769** <i>0.500</i>
R ² ajusté	0.199	R ² ajusté	0.119	R ² ajusté	0.116	R ² ajusté	0.110

* significatif au seuil de 10%; ** significatif au seuil de 5%

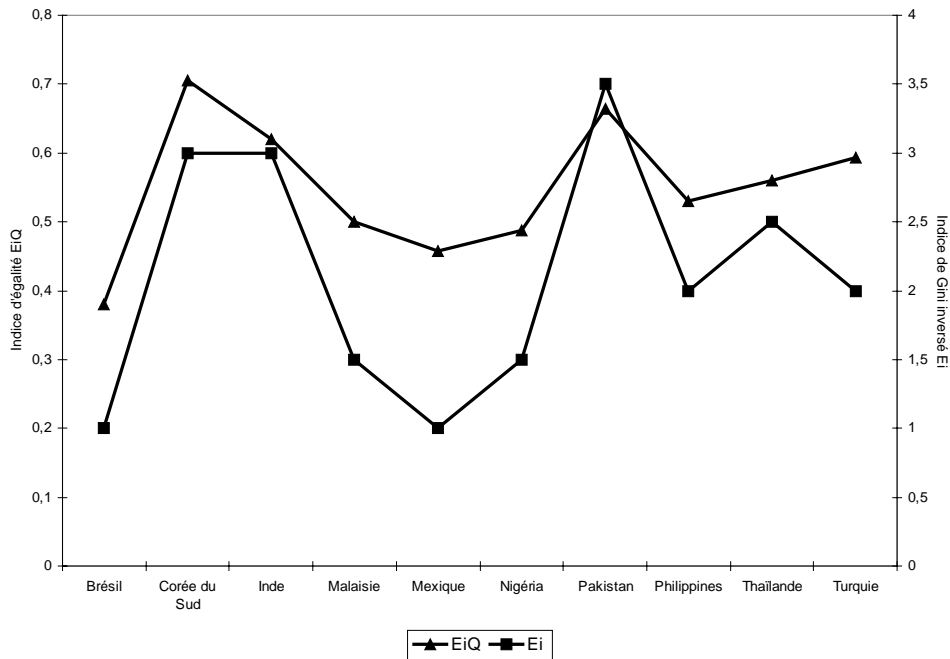
En coupe transversale, l'ouverture aux différents flux de capitaux ne semble pas avoir d'effet significatif sur les inégalités de revenu. Seules les trois variables de contrôle ont un impact significatif et du signe attendu : la mobilité sociale réduit les inégalités (le coefficient sur *mobsoc* est positif), l'ouverture commerciale les accroît (coefficient négatif sur *ouvcom*) et les réformes les réduisent (coefficient positif sur *ouvref*). Ainsi contrairement à l'analyse sur donnée de panel, en coupe transversale, même l'effet des IDE sur la répartition de revenu entre les individus n'est pas significatif.

Deux interprétations alternatives peuvent être données à ces résultats. La première est que les estimations en coupe transversale portent sur 42 pays en 2001, tandis que les estimations en panel concernent seulement 11 pays entre 1980 et 2000. Il n'est évidemment pas envisageable de réaliser des estimations en coupe sur 11 pays pour tester l'éventualité d'un biais de sélection. On peut néanmoins comparer graphiquement les deux échantillons. Le graphique 8 compare, pour les 11 pays de l'analyse en panel, l'indice d'égalité des revenus fourni par la base Profils Institutionnels à un indice d'égalité construit à partir des quintiles de revenus, pour l'année disponible la plus proche de 2001 :

$$E_i^Q = 1 - (Q_5 - Q_1) \quad (3)$$

E_i^Q vaut 1 pour une répartition égalitaire des revenus entre le premier et le cinquième quintile, 0 si le cinquième quintile reçoit 100% du revenu. Les deux mesures d'inégalités inter-individuelles semblent cohérentes sur l'échantillon retenu : le Brésil et le Mexique apparaissent les deux pays les plus inégalitaires (indices d'égalité les plus faibles), tandis que la Corée et le Pakistan présentent moins d'inégalités. Ainsi, la différence de résultats entre l'estimation en panel et en coupe ne provient sans doute pas de la mesure des inégalités ni d'un biais de sélection. Elle doit dès lors s'interpréter en dynamique sur chaque pays : toutes choses égales par ailleurs, un pays qui s'ouvre aux investissements directs étrangers voit les inégalités internes augmenter au profit du quintile le plus favorisé de la population ; mais l'ouverture aux IDE n'explique pas, à un instant donné, les différences entre pays relatives aux inégalités internes.

Graphique 8 : deux mesures d'égalité des revenus



Source : Base Profils Institutionnels et Banque Mondiale

On s'intéresse ensuite à l'impact de l'ouverture financière sur les disparités géographiques. Le tableau 7 présente les résultats d'estimation de l'équation (2) pour les trois variables d'égalité géographique lorsque la variable d'ouverture financière est la variable agrégée *ouvfin*. Il apparaît que l'ouverture financière *réduit* significativement les disparités géographiques (le coefficient associé est positif). Dans le détail, l'ouverture financière n'a pas d'effet sur les disparités régionales mais réduit significativement les inégalités villes-campagnes. Un PIB par habitant élevé réduit significativement les disparités régionales tandis que le développement des infrastructures les accroît significativement, ce qui signifie que les infrastructures sont concentrées dans certaines régions. Ce résultat est cependant fragile car l'analyse des corrélations (cf annexe 1) montre que niveau de développement des infrastructures et PIB par habitant sont corrélés. En retirant cette dernière variable des régressions, on constate que le coefficient de la variable *infra*, s'il est toujours négatif lorsqu'on étudie les disparités régionales, n'est plus significatif.

Tableau 7 : impact de l'ouverture financière sur les disparités géographiques

	Egalité géographique des revenus	Egalité villes-campagnes	Egalité régionale
Ouvfin	1.146**	2.172**	-0.283
	0.233	0.351	0.361
Lpibh	0.130	0.089	0.186*
	0.132	0.173	0.109
Infra	-0.198**	-0.049	-0.406**
	0.085	0.130	0.140
Mobgeo	0.033	-0.036	0.128
	0.085	0.112	0.094
_cons	0.524	0.720	0.251
	1.142	1.541	0.915
R ² ajusté	0.214	0.316	0.065

* significatif au seuil de 10%; ** significatif au seuil de 5%

L'étude de l'ouverture détaillée par types d'investissements (investissements directs, de portefeuille, bancaires) montre que les trois types de flux réduisent les inégalités géographiques et plus particulièrement les inégalités entre villes et campagnes (tableaux 8a à 8c).

Tableau 8a : impact de l'ouverture aux IDE sur les disparités géographiques

	Egalité géographique des revenus	Egalité villes-campagnes	Egalité régionale
Ouvide	4.561**	7.399	0.610
	1.943	4.490	2.476
Lpibh	0.132	0.129	0.136
	0.136	0.176	0.116
Infra	-0.210**	-0.075	-0.398**
	0.090	0.133	0.144
Mobgeo	0.034	-0.026	0.118
	0.089	0.119	0.094
_cons	0.521	0.416	0.667
	1.152	1.550	0.953
R ² ajusté	0.176	0.192	0.192

* significatif au seuil de 10%; ** significatif au seuil de 5%

Tableau 8b : impact de l'ouverture aux investissements de portefeuilles sur les disparités géographiques

	Egalité géographique des revenus	Egalité villes-campagnes	Egalité régionale
Ouvip	3.681**	7.337**	-1.411*
	<i>0.789</i>	<i>1.143</i>	<i>0.828</i>
Lpibh	0.138	0.093	0.201*
	<i>0.133</i>	<i>0.175</i>	<i>0.108</i>
Infra	-0.196**	-0.043	-0.410**
	<i>0.085</i>	<i>0.134</i>	<i>0.141</i>
Mobgeo	0.027	-0.050	0.134
	<i>0.086</i>	<i>0.115</i>	<i>0.095</i>
_cons	0.477	0.733	0.119
	<i>1.161</i>	<i>1.576</i>	<i>0.911</i>
R ² ajusté	0.196	0.308	0.076

* significatif au seuil de 10%; ** significatif au seuil de 5%

Tableau 8c : impact de l'ouverture aux investissements bancaires sur les disparités géographiques

	Egalité géographique des revenus	Egalité villes-campagnes	Egalité régionale
Ouvbanc	2.108**	4.090**	-0.651
	<i>0.409</i>	<i>0.557</i>	<i>0.554</i>
Lpibh	0.150	0.123	0.188*
	<i>0.126</i>	<i>0.165</i>	<i>0.106</i>
Infra	-0.199**	-0.049	-0.407**
	<i>0.085</i>	<i>0.130</i>	<i>0.140</i>
Mobgeo	0.041	-0.021	0.127
	<i>0.084</i>	<i>0.108</i>	<i>0.094</i>
_cons	0.338	0.408	0.240
	<i>1.099</i>	<i>1.480</i>	<i>0.895</i>
R ² ajusté	0.213	0.328	0.07

* significatif au seuil de 10%; ** significatif au seuil de 5%

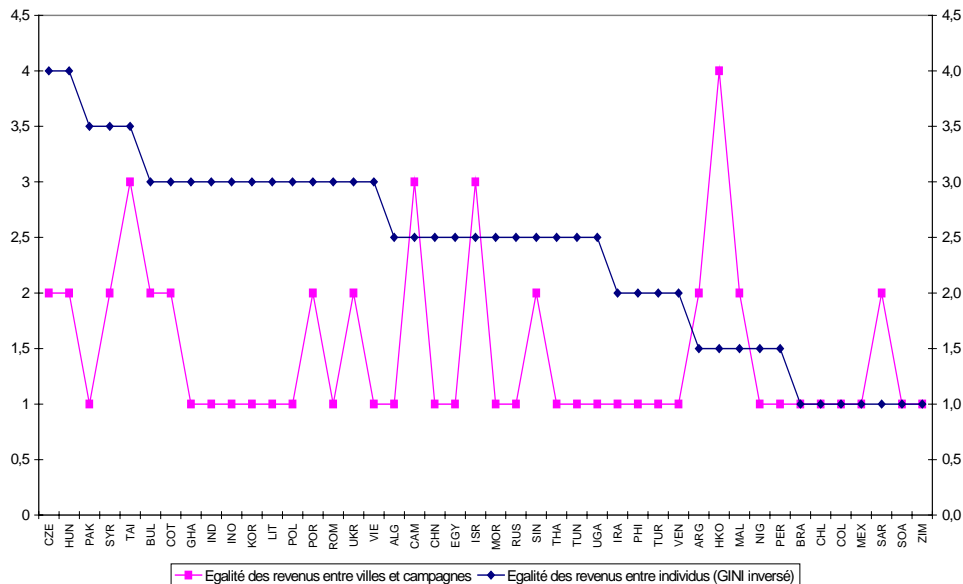
Lorsqu'on restreint la mesure de l'ouverture financière aux seuls flux entrants (annexe 3), les résultats sont similaires, mais cette fois l'ouverture aux IDE a un impact significatif sur les inégalités villes-campagnes, tandis que l'impact des investissements de portefeuille est non significatif. L'impact des IDE et autres entrées de capitaux sur les disparités entre villes et campagne peut s'expliquer de plusieurs manières. D'une part, ces financements favorisent l'exode rural et donc augmentent la surface de terres arables disponible pour ceux qui restent dans les campagnes. D'autre part, les travailleurs ayant migré en ville,

mieux payés, sont susceptibles d'envoyer des fonds à leurs proches restés en zone rurale. Cette seconde explication doit probablement être privilégiée⁷.

Au total, il semble donc que l'ouverture financière, et plus particulièrement l'ampleur des flux entrants, tende à réduire les inégalités entre villes et campagnes, tandis qu'elle élève ou est sans impact sur les inégalités inter-personnelles. Ces résultats apparemment contradictoires s'expliquent par la faible corrélation existant entre les mesures d'inégalités inter-personnelles et villes-campagnes (graphique 9). Dans un certain nombre de pays, notamment les pays du pourtour méditerranéen et les anciens pays socialistes, mais aussi la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Corée ou la Thaïlande, les inégalités inter-personnelle ne sont pas très élevées mais les inégalités villes-campagnes sont fortes. La ville-Etat de Hongkong présente naturellement la configuration inverse. Les deux notions d'inégalités inter-personnelles et d'inégalités villes-campagnes ne sont donc pas superposables, et l'ouverture financière semble avoir un impact différent sur ces deux formes d'inégalités. Les conséquences en termes de politiques économiques sont importantes, puisque les résultats mis en évidence tendent à mettre en avant l'importance de la protection sociale plutôt que de la redistribution régionale comme politique d'accompagnement nécessaire de l'ouverture financière.

⁷ En raison des ordres de grandeurs en jeu. Par exemple, Cattaneo et Marniesse (2004) estiment qu'au Cambodge, les salariés du secteur textile envoient entre la moitié et les deux tiers de leur salaire à leur famille restée à la campagne. Cette somme représenterait le quart de la masse salariale des campagnes.

Graphique 9 : inégalités inter-personnelles et inégalités villes-campagnes



Source : base Profils Institutionnels

7. CONCLUSION

Un certain consensus a émergé de la littérature sur les effets de l'ouverture commerciale, la majorité des économistes reconnaissant l'impact positif de l'ouverture commerciale sur la croissance et son effet négatif en termes d'augmentation des inégalités internes. A l'opposé, le débat sur les effets bénéfiques ou non de l'ouverture financière s'est jusqu'à présent essentiellement concentré sur les effets largement débattus de l'ouverture financière sur la croissance. Or l'ouverture financière fait peser un risque d'augmentation des inégalités internes à la fois parce que son effet sur la croissance n'est pas garanti et parce que l'ouverture peut entraîner des effets distributifs directs liés aux inégalités des individus face au marché du capital et en termes de qualifications.

Nous avons ici cherché à mesurer l'impact de l'ouverture financière sur les inégalités de revenus entre les différents quintiles de population et sur les disparités géographiques de revenu. Les résultats obtenus montrent que l'ouverture aux IDE tend, pour un pays donné, à favoriser le quintile supérieur de la population au détriment des autres quintiles. Cependant l'ouverture n'explique pas, à un instant donné, les différences entre pays relatives aux inégalités internes. Par ailleurs, l'ouverture financière sous toutes ses formes (investissements directs, de portefeuille, bancaires) tend à réduire les disparités de revenus entre villes et campagnes.

Ces résultats ambigus pourraient s'expliquer par le fait que l'ouverture financière favorise les catégories de travailleurs les mieux formés qui sont susceptibles de bénéficier de

Impact de l'ouverture financière sur les inégalités internes dans les pays émergents

salaires plus élevés dans les firmes multinationales. Ces emplois sont concentrés dans les villes, mais les travailleurs, parce que leur salaire est relativement élevé, renvoient à leurs familles une part qui peut être très élevée de leurs revenus, contribuant à la réduction des inégalités entre villes et campagnes.

En termes de politique économique, nos résultats suggèrent qu'il faut accompagner l'ouverture financière par une redistribution accrue des populations les plus favorisées vers les autres plutôt que par une redistribution des villes vers les campagnes.

Annexe 1 : Matrices des corrélations entre les variables explicatives
I. Analyse sur données de Panel

	ouvfin	ouvide	ouvip	ouvbank	fisc	lpibh	sco	com	lega
ouvfin	1								
ouvide	0.6434	1							
ouvip	0.6737	0.2949	1						
ouvbank	0.8395	0.4277	0.2174	1					
fisc	0.2723	0.3751	0.2283	0.1229	1				
lpibh	0.3104	0.3537	0.3892	0.0729	0.4346	1			
sco	0.2969	0.2023	0.2892	0.18	0.3367	0.5862	1		
com	0.4648	0.6935	0.1248	0.3839	0.5124	0.2876	0.399	1	
lega	0.2657	0.3549	0.2327	0.1169	0.3157	0.5478	0.0025	0.1959	1

II. Analyse en coupe transversale**Equation Gini inversé**

	ouvfin	ouvide	ouvip	ouvbank	mobsoc	ouvcom	ouvref
ouvfin	1						
ouvide	0.8855	1					
ouvip	0.9679	0.7713	1				
ouvbank	0.9907	0.8322	0.9606	1			
mobsoc	0.266	0.393	0.1897	0.2335	1		
ouvcom	0.3225	0.3644	0.326	0.2777	0.4436	1	
ouvref	-0.1787	0.028	-0.2127	-0.2351	0.294	0.5339	1

Equations disparités géographiques

	ouvfin	ouvide	ouvide_ent	ouvip	ouvbank	lpibh	infra	mobgeo
ouvfin	1							
ouvide	0.8855	1						
ouvide_ent	0.8252	0.815	1					
ouvip	0.9679	0.7713	0.7545	1				
ouvbank	0.9907	0.8322	0.8059	0.9606	1			
lpibh	0.4824	0.5387	0.4592	0.4796	0.4228	1		
infra	0.1202	0.1574	0.0841	0.114	0.0985	0.3259	1	
mobgeo	0.0769	0.0825	-0.0747	0.1026	0.0543	-0.0142	0.0402	1

Annexe 2 : Impact de l'ouverture définie comme le rapport des capitaux entrants au PIB, estimation en panel

Impact de l'ouverture financière

	Q₅	Q_{2,3,4}	Q₁
ouvfin_ent	0.767*	-0.670**	-0,142
	<i>0,435</i>	<i>0,326</i>	<i>0,1232058</i>
lpibh	-0,047	0,018	0.023**
	<i>0,042</i>	<i>0,035</i>	<i>0,010</i>
sco	-0,001	0,001	0.0003*
	<i>0,001</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>
R ² ajusté	0,995	0,996	0,984

Impact de l'ouverture aux investissements directs

	Q₅	Q_{2,3,4}	Q₁
ouvide_ent	3.677**	-2.718**	-0.858**
	<i>1,138</i>	<i>0,919</i>	<i>0,300</i>
lpibh	-0.093**	0.057*	0.032**
	<i>0,032</i>	<i>0,029</i>	<i>0,007</i>
sco	-0.001*	0,001	0.000**
	<i>0,001</i>	<i>0,001</i>	<i>0,000</i>
R ² ajusté	0,996	0,996	0,986

Impact de l'ouverture aux investissements de portefeuille

	Q₅	Q_{2,3,4}	Q₁
ouvport_ent	-0,130	-0,190	0,065
	<i>0,374</i>	<i>0,347</i>	<i>0,109</i>
lpibh	-0.091**	0,049	0.032**
	<i>0,039</i>	<i>0,034</i>	<i>0,009</i>
sco	-0,001	0,000	0,000
	<i>0,001</i>	<i>0,001</i>	<i>0,000</i>
R ² ajusté	0,995	0,995	0,983

Impact de l'ouverture aux investissements bancaires

	Q₅	Q_{2,3,4}	Q₁
ouvbank_ent	0,991	-0,199	-0,199
	<i>0,670</i>	<i>0,154</i>	<i>0,154</i>
lpibh	-0,059	0.025**	0.025**
	<i>0,038</i>	<i>0,009</i>	<i>0,009</i>
sco	0,000	0,000	0,000
	<i>0,001</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>
R ² ajusté	0,995	0,996	0,984

Annexe 3 : Impact de l'ouverture définie comme le rapport des capitaux entrants au PIB, estimation en coupe

Impact de l'ouverture financière

	Egalité géographique des revenus	Egalité villes-campagnes	Egalité régionale
ouvfin_ent	3.152** <i>0,756</i>	6.290** <i>1,110</i>	-1,218 <i>0,820</i>
lpibh	0,129 <i>0,136</i>	0,075 <i>0,178</i>	0.204* <i>0,110</i>
infra	-0.195** <i>0,089</i>	-0,041 <i>0,138</i>	-0.410** <i>0,140</i>
mobgeo	0,008 <i>0,089</i>	-0,087 <i>0,122</i>	0,141 <i>0,094</i>
_cons	0,581 <i>1,177</i>	0,944 <i>1,592</i>	0,075 <i>0,935</i>
R ² ajusté	0.189	0.294	0.075

Impact de l'ouverture aux investissements directs

	Egalité géographique des revenus	Egalité villes-campagnes	Egalité régionale
ouvide_ent	8.239** <i>2,427</i>	14.399** <i>5,475</i>	-0,340 <i>4,119</i>
lpibh	0,114 <i>0,137</i>	0,082 <i>0,177</i>	0,159 <i>0,118</i>
infra	-0.202** <i>0,094</i>	-0,059 <i>0,137</i>	-0.401** <i>0,142</i>
mobgeo	0,012 <i>0,089</i>	-0,068 <i>0,123</i>	0,123 <i>0,095</i>
_cons	0,699 <i>1,154</i>	0,864 <i>1,560</i>	0,469 <i>0,986</i>
R ² ajusté	0.191	0.239	0.055

Impact de l'ouverture aux investissements de portefeuille

	Egalité géographique des revenus	Egalité villes-campagnes	Egalité régionale
ouvport_ent	-6,940 <i>8,124</i>	-12,311 <i>15,308</i>	0,539 <i>9,563</i>
lpibh	0.304** <i>0,141</i>	0.415* <i>0,225</i>	0,150 <i>0,116</i>
infra	-0.240** <i>0,098</i>	-0,125 <i>0,159</i>	-0.399** <i>0,146</i>
mobgeo	0,089 <i>0,098</i>	0,068 <i>0,142</i>	0,119 <i>0,099</i>
_cons	-0,953 <i>1,251</i>	-2,034 <i>2,053</i>	0,551 <i>0,967</i>
R ² ajusté	0.080	0.064	0.055

Impact de l'ouverture aux investissements bancaires

	Egalité géographique des revenus	Egalité villes-campagnes	Egalité régionale
ouvbank_ent	4.381** <i>0,890</i>	9.316** <i>1,203</i>	-2.493** <i>0,808</i>
lpibh	0,183 <i>0,122</i>	0,172 <i>0,158</i>	0.1980152* <i>0,103</i>
infra	-0.2068873** <i>0,087</i>	-0,062 <i>0,140</i>	-0.408249** <i>0,140</i>
mobgeo	0,033 <i>0,087</i>	-0,042 <i>0,114</i>	0,137 <i>0,092</i>
_cons	0,114 <i>1,077</i>	0,102 <i>1,443</i>	0,131 <i>0,878</i>
R ² ajusté	0.177	0.304	0.094

REFERENCES

- Adams, R.H., Page J. (2003), «International Migration, Remittances and Poverty in developing countries», World Bank policy Research Paper.
- Almeida, R. (2003), «The effect of foreign owned firms on the labor market». Document de travail de l'IZA n° 785.
- Aitken, B., Harrison, A., Lipsey, R. (1996), «Wages and foreign ownership : a comparative study of Mexico, Venezuela and the United States». *Journal of International Economics*, 40, p 345-371.
- Banque Mondiale, (2003), World Development Indicators CD-ROM.
- Banque Mondiale, «World Bank Indicators on Financial Structure and Development Indicators».
- Bekaert, G., Harvey, C. (2002), «Research in emerging market finance: looking to the future», *Emerging Market Review* 3, 429-448.
- Bekaert, G., Harvey C. R., Lumsdaine R. L. (2002), «Dating the integration of world equity markets», *Journal of Financial Economics* 65, 203-247.
- Bekaert, G., Harvey, C. R., Lundlad, C. (2001), «Emerging equity markets and economic».
- Berthelie, P., Desdoigts, A., Ould Aoudia, J. (2003), «Profils institutionnels, présentation et analyse d'une base de données originale sur les caractéristiques institutionnelles de pays en développement, en transition et développés», Direction de la Prévision, document de travail, juillet.
- Bhagwati, J. (1996), «Political economy and International Economics», 1st ed. MIT Press, Cambridge MA.
- Bourguignon, F., et Verdier, T. (2000), «Is financial openness bad for education? A political economy perspective on development». *European Economic Review*, 44, 891-903.
- Bourguignon, F. (2004), «The Poverty-Growth-Inequality Triangle». Document de travail de la Banque Mondiale.
- Cattaneo, O. et S. Marniesse (2004), «Le Cambodge, de l'ère des quotas textiles au libre-échange», Agence Française de Développement, Notes et Documents n°8.
- Center for International Comparison of the University of Pennsylvania, Heston, A., Summers, R., Aten, B. (2002), «Penn World Table» (version 6.1).

- Das, M., et Mohapatra, S. (2003), «Income inequality: the aftermath of stock market liberalization in emerging markets» . *Journal of Empirical Finance*, 10, 217-248.
- Dollar D., Kraay A. (2001), «Spreading the wealth». *Foreign Affairs*, 81.
- Feenstra R. C., Hanson G.,H. (1997), «Foreign direct investment and relative wages : Evidence from Mexico's Maquiladoras». *Journal of International Economics*, 42, 371-373.
- Fond Monétaire International (2003), «International Financial Integration and Developing countries» , *World Economic Outlook*.
- Fraser Institute (2001), «Economic Freedom of the world 2001».
- Justman, M., Gradstein, M. (1999), «Industrial revolution, political transition and the subsequent decline in inequality in nineteenth-century Britain». *Explorations in Economic History*, 36, 109-127.
- Kraay, A. (1998), «In search of the macroeconomic effects of the capital account liberalization», Document de travail de la Banque Mondiale.
- Krueger, A.O. (1974), «The political economy of the rent seeking society». *The American Economic Review* 45, 291-303.
- Kuznets, S. (1955), «Economic Growth and Income Inequalities». *American Review*, 45 (1), 1-28.
- Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie (2003), «Profils Institutionnels». Berthelier, P., Desdoigts, A., Ould Aoudia, J.
- Obstfeld , M., Rogoff, K. (1995), «Exchange rate and dynamics redux». *Journal of Political Economy*, 103, 624-60.
- Quinn, D. (1997), «The correlates of Change in International Financial Regulation» , *American Political Science Review*, Vol 91.
- Rodrik, D. (1998), «Who needs capital-account convertibility? » Harvard University.
- Stiglitz J. (1969), «Distribution off income wealth among individuals». *Econometrica*, 37(3), 382-397.
- Stiglitz, J. (2000), «Capital Market Liberalization, Economic Growth, and Instability». *World Development*, 28 (6),1075-1086.

Stultz,R.M. (1995a), «The cost of capital in internationally integrated Markets». *European Financial Mangement*, 11-22.

Stultz, R.M. (1995b), «International portfolio choice and asset pricing : an integrative survey». In: Maximovic, V., Ziemba, W. (Eds.), *The handbook of modern finance*. North Holland, Amsterdam, 201-223.

Williamson, J. (1990), « What Washington Means by Policy Reform », in Williamson, J., *Latin American Adjustment: How Much Has Happened?*, chap. 2, Institute for International Economics.

World Income Inequality Database (2000), «User Guide And Datasource». UNU-WIDER/UNDP

LISTE DES DOCUMENTS DE TRAVAIL DU CEPII

<i>N°</i>	<i>Titre</i>	<i>Auteurs</i>
2005-10	Disentangling Horizontal and Vertical Intra-Industry Trade	L. Fontagné, M. Freudenberg & G. Gaulier
2005-09	China's Integration in East Asia: Production Sharing, FDI & High-Tech Trade	G. Gaulier, F. Lemoine & D. Únal-Kesenci
2005-08	Tax Competition and Public Input	A. Bénassy-Quéré, N. Gobalraja & A. Trannoy
2005-07	Trade Liberalisation, Growth and Poverty in Senegal: A Dynamic Microsimulation CGE Model Analysis	N. Annabi, F. Cissé, J. Cockburn & B. Decaluwé
2005-06	Migration, Trade and Wages	A. Hijzen & P. Wright
2005-05	Institutional Determinants of Foreign Investment	A. Bénassy-Quéré, M. Coupet & T. Mayer
2005-04	L'économie indienne : changements structurels et perspectives à long terme	S. Chauvin & F. Lemoine
2005-03	Programme de travail du CEPII pour 2005	
2005-02	Market Access in Global and Regional Trade	T. Mayer & S. Zignago
2005-01	Real Equilibrium Exchange Rate in China	V. Coudert & C. Couharde
2004-22	A Consistent, <i>ad-valorem</i> Equivalent Measure of Applied Protection Across the World: The MAcMap-HS6 Database	A. Bouët, Y. Decreux, L. Fontagné, S. Jean & D. Laborde
2004-21	IMF in Theory: Sovereign Debts, Judicialisation and Multilateralism	J. Sgard
2004-20	The Impact of Multilateral Liberalisation on European Regions: a CGE Assessment	S. Jean & D. Laborde
2004-19	La compétitivité de l'agriculture et des industries agroalimentaires dans le Mercosur et l'Union européenne dans une perspective de libéralisation commerciale	N. Mulder, A. Vialou, B. David, M. Rodriguez & M. Castilho
2004-18	Multilateral Agricultural Trade Liberalization: The Contrasting Fortunes of Developing Countries in the Doha Round	A. Bouët, J.C. Bureau, Y. Decreux & S. Jean

2004-17	UK in or UK out? A Common Cycle Analysis between the UK and the Euro Zone	J. Garnier
2004-16	Regionalism and the Regionalisation of International Trade	G. Gaulier, S. Jean & D. Ünal-Kesenci
2004-15	The Stock-Flow Approach to the Real Exchange Rate of CEE Transition Economies	B. Egert, A. Lahrière-Révil & K. Lommatzsch
2004-14	Vieillesse démographique, épargne et retraite : une analyse à l'aide d'un modèle d'équilibre général à agents hétérogènes	C. Bac & J. Chateau
2004-13	Burden Sharing and Exchange-Rate Misalignments within the Group of Twenty	A. Bénassy-Quéré, P. Duran-Vigeron, A. Lahrière-Révil & V. Mignon
2004-12	Regulation and Wage Premia	S. Jean & G. Nicoletti
2004-11	The Efficiency of Fiscal Policies: a Survey of the Literature	S. Capet
2004-10	La réforme du marché du travail en Allemagne : les enseignements d'une maquette	S. Capet
2004-09	Typologie et équivalence des systèmes de retraites	P. Villa
2004-08	South – South Trade: Geography Matters	S. Coulibaly & L. Fontagné
2004-07	Current Accounts Dynamics in New EU Members: Sustainability and Policy Issues	P. Zanghieri
2004-06	Incertitude radicale et choix du modèle	P. Villa
2004-05	Does Exchange Rate Regime Explain Differences in Economic Results for Asian Countries?	V. Coudert & M. Dubert
2004-04	Trade in the Triad: How Easy is the Access to Large Markets?	L. Fontagné, T. Mayer & S. Zignago
2004-03	Programme de travail du CEPII pour 2004	
2004-02	Technology Differences, Institutions and Economic Growth: a Conditional Conditional Convergence	H. Boulhol
2004-01	Croissance et régimes d'investissement	P. Villa
2003-22	A New Look at the Feldstein-Horioka Puzzle using a Integrated Panel	A. Banerjee & P. Zanghieri
2003-21	Trade Linkages and Exchange Rates in Asia :The Role of China	A. Bénassy-Quéré & A. Lahrière-Révil

Impact de l'ouverture financière sur les inégalités internes dans les pays émergents

2003-20	Economic Implications of Trade Liberalization Under the Doha Round	J. Francois, H. van Meijl & F. van Tongeren
2003-19	Methodological Tools for SIA - Report of the CEPII Workshop held on 7-8 November 2002 in Brussels	
2003-18	Order Flows, Delta Hedging and Exchange Rate Dynamics	B. Rzepkowski
2003-17	Tax Competition and Foreign Direct Investment	A. Bénassy-Quéré, L. Fontagné & A. Lahrière-Révil
2003-16	Commerce et transfert de technologies : les cas comparés de la Turquie, de l'Inde et de la Chine	F. Lemoine & D. Ünal-Kesenci
2003-15	The Empirics of Agglomeration and Trade	K. Head & T. Mayer
2003-14	Notional Defined Contribution: A Comparison of the French and German Point Systems	F. Legros
2003-13	How Different is Eastern Europe? Structure and Determinants of Location Choices by French Firms in Eastern and Western Europe	A.C. Disdier & T. Mayer
2003-12	Market Access Liberalisation in the Doha Round: Scenarios and Assessment	L. Fontagné, J.L. Guérin & S. Jean
2003-11	On the Adequacy of Monetary Arrangements in Sub-Saharan Africa	A. Bénassy-Quéré & M. Coupet
2003-10	The Impact of EU Enlargement on Member States: a CGE Approach	H. Bchir, L. Fontagné & P. Zanghieri
2003-09	India in the World Economy: Traditional Specialisations and Technology Niches	S. Chauvin & F. Lemoine
2003-08	Imitation Amongst Exchange-Rate Forecasters: Evidence from Survey Data	M. Beine, A. Bénassy-Quéré & H. Colas
2003-07	Le Currency Board à travers l'expérience de l'Argentine	S. Chauvin & P. Villa
2003-06	Trade and Convergence: Revisiting Ben-Davil	G. Gaulier
2003-05	Estimating the Fundamental Equilibrium Exchange Rate of Central and Eastern European Countries the EMU Enlargement Perspective	B. Egert & A. Lahrière-Révil
2003-04	Skills, Technology and Growth is ICT the Key to Success?	J. Melka, L. Nayman, S. Zignago & N. Mulder

- 2003-03** L'investissement en TIC aux Etats-Unis et dans quelques pays européens G. Cette & P.A. Noul
- 2003-02** Can Business and Social Networks Explain the Border Effect Puzzle? P.P. Combes,
M. Lafourcade &
T. Mayer

CEPII
DOCUMENTS DE TRAVAIL / WORKING PAPERS

Si vous souhaitez recevoir des Documents de travail,
merci de remplir le coupon-réponse ci-joint et de le retourner à :

*Should you wish to receive copies of the CEPII's Working papers,
just fill the reply card and return it to:*

Sylvie HURION – Publications
CEPII – 9, rue Georges-Pitard – 75740 Paris – Fax : (33) 1.53.68.55.04

M./Mme / Mr./Mrs

Nom-Prénom / Name-First name

Titre / Title

Service / Department.....

Organisme / Organisation

Adresse / Address.....

Ville & CP / City & post code.....

Pays / Country Tél.....

Désire recevoir les **Document de travail** du CEPII n° :

*Wish to receive the **CEPII's Working Papers** No:.....*

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Souhaite être placé sur la liste de diffusion permanente (**pour les bibliothèques**)
*Wish to be placed on the standing mailing list (**for Libraries**).*